

Engagement : contre l'apartheid

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1984)**

Heft 733

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1016991>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Les bons amis de M. Pieter Botha

La «visite privée» du chef du gouvernement sud-africain, Pieter Botha, en Suisse, couronnée par une bonne poignée de main avec le président de la Confédération, Leon Schlumpf (vendredi passé), aura certainement été fructueuse: l'Afrique du Sud cherche des «amis» et, dans notre pays, il suffit traditionnellement qu'elle agite quelques carnets de commande pour qu'ils se pressent au portillon. Liste «noire» de l'ONU ou pas.

Et n'allez surtout pas parler d'assistance effective à une politique de discrimination raciale et de soutien au racisme le plus caractérisé: côté banquiers et industriels, on agitera d'abord les places de travail sauvées dans la Suisse entière grâce à nos partenaires sud-africains; puis, la main sur le cœur, on détaillera les fiches de paie au-dessus de tout soupçon des multinationales suisses établies à l'ombre du régime de Prétoria, pour conclure

benoîtement, tel le vertueux Philippe de Weck au temps de sa splendeur bancaire, qu'il vaut en définitive mieux ne pas couper les ponts avec les Sud-Africains pour pouvoir leur faire, «de l'intérieur», quelques remarques critiques en temps voulu.

Et vogue la galère commerciale, avec un somptueux excédent exportateur de près de 300 millions de francs l'année dernière, sans compter les dividendes des livraisons d'armes par filiales interposées, les retombées des ventes d'or et de diamants et les placements internationaux systématiquement couverts en première ligne par les grandes banques helvétiques.

TOUT LE GRATIN

Pas étonnant, dans ces conditions, que le gratin de la finance et de l'industrie, de Genève à Romanshorn, ait tenu à présenter ses hommages à M. Pieter Botha au Dolder zurichois à la fin de la semaine passée. Avec d'autant moins de scrupules que ce brave Leon Schlumpf avait dit les mots qu'il fallait pour déculpabiliser tout le monde à l'endroit du

Premier sud-africain. On vous les livre comme on les a lus: «L'évolution interne amorcée doit permettre à tous les groupes de la population de bénéficier des droits fondamentaux, notamment des droits politiques. Attachée au respect des droits de l'homme dans le monde entier, la Suisse attache du prix à la recherche de solutions pragmatiques, tenant compte des intérêts légitimes de tous.» C'était manifestement plus qu'il n'en fallait pour passer aux choses sérieuses et juteuses sans arrière-pensée.

De braves gens donc, d'autant plus à l'aise, que le terrain de l'amitié helvético-sud-africaine est soigneusement balisé en permanence par des officines spécialisées qui ne rechignent pas devant le prosélytisme et les relations publiques bien comprises. Les auteurs du petit opuscule intitulé «Afrique du Sud. Du discours à la réalité», publié tout récemment par le Centre Europe - tiers monde (adresse utile: Quai Wilson 27, 1201 Genève) en dressent une petite liste qui se passe de commentaires (pp. 204 et 205); citons donc:

ENGAGEMENT

Contre l'apartheid

L'antidote à la propagande organisée par Prétoria sur une large échelle? L'information, sûrement, mais relativement difficile à obtenir de bonnes sources, pour des raisons évidentes. Et aussi un engagement direct dans une action anti-apartheid, tel que le préconisent celles et ceux qui refusent catégoriquement d'investir, sous une forme ou sous une autre, dans l'Afrique du Sud de l'apartheid, demandant à leur banque de renoncer à tout placement dans ce pays, dans le cas des banques qui ont des filiales en Afrique du Sud, organisent des crédits

en sa faveur, ont poursuivi leur collaboration financière pendant et après les événements de Soweto (1976), octroient des crédits à l'industrie nucléaire sud-africaine, accordent des prêts à des fins directement ou indirectement militaires, participent activement au marché de l'or sud-africain.

Par ailleurs, le Centre Europe - tiers monde énumère cinq points de chute pratiques dignes d'intérêt:

- 1. Projets en Afrique du Sud du Département missionnaire des Eglises protestantes de la Suisse romande (c.p. 305, 1000 Lausanne 9, téléphone 021/37 34 21).*
- 2. Projets en Afrique du Sud via l'EPER dont*

le partenaire principal est le Conseil des Eglises d'Afrique du Sud (SAAC). Pour informations ou pour obtenir des détails sur les projets en cours, s'adresser à: EPER, Secrétariat romand, Terreaux 10, 1003 Lausanne (tél. 021/20 21 21).

3. Versement d'écolages permettant à de jeunes Noirs de poursuivre leur formation. Renseignements auprès du Mouvement anti-apartheid de Suisse (MAAS), rue Ami-Lévrier 15, 1201 Genève (tél. 022/32 43 62).

4. Aide à des familles de prisonniers politiques. Renseignements auprès de «Solidarité Afrique du Sud» (c.p. 182, 1211 Genève 12).

5. Aide scolaire à de jeunes réfugiés sud-africains en Tanzanie. Renseignements auprès du MAAS.